

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

20 FÉVRIER 1991

### PROPOSITION DE LOI

**généralisant l'enquête d'office pour  
l'octroi du revenu garanti aux  
personnes âgées**

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES  
AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR  
MME DE MEYER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions du 17 décembre 1990 et des 30 janvier et 6 février 1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Marc Olivier.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Ansoms, De Roo, Marchand, Mme Nelis-Van Liedekerke, M. Olivier (M.).	MM. Bosmans (F.), Breyne, Mme Leysen, MM. Vandebosch, Van Hecke, Van Parys.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM. Daerden, Perdieu, Santkin, Vancrombruggen.	MM. Defosset, Gilles, Mme Jacobs, M. Leroy, Mme Onkelinx, M. Walry.
S.P. Mme De Meyer, MM. Sleeckx, Van der Sande.	MM. Beckers, Bossuyt, Hancké, Peeters.
P.V.V. MM. Devolder, Flamant, Van Mechelen.	MM. Bril, De Groot, Deswaene, Vandermeulen.
P.R.L. MM. Klein, Neven.	MM. Bertouille, Dubois, Hazette.
P.S.C. MM. Antoine, Charlier (Ph.).	M. Beaufays, Mme Corbisier-Hagon, M. Hiance.
V.U. MM. Vangansbeke, Van Grembergen.	MM. Caudron, Coveliers, Lauwers.
Ecolo/ Agalev M. Geysels.	M. Daras, Mme Vogels.

Voir :

- 1112 - 89 / 90 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Peeters.
- N° 2 : Amendements.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

20 FEBRUARI 1991

### WETSVOORSTEL

**tot veralgemening van het onderzoek  
van ambtswege voor de toekenning  
van het gewaarborgd inkomen voor  
bejaarden**

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR  
MEVR. DE MEYER

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 17 december 1990, 30 januari en 6 februari 1991.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Marc Olivier.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Ansoms, De Roo, Marchand, Mevr. Nelis-Van Liedekerke, H. Olivier (M.).	HH. Bosmans (F.), Breyne, Mevr. Leysen, HH. Vandebosch, Van Hecke, Van Parys.
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH. Daerden, Perdieu, Santkin, Vancrombruggen.	HH. Defosset, Gilles, Mevr. Jacobs, H. Leroy, Mevr. Onkelinx, H. Walry.
S.P. Mevr. De Meyer, HH. Sleeckx, Van der Sande.	HH. Beckers, Bossuyt, Hancké, Peeters.
P.V.V. HH. Devolder, Flamant, Van Mechelen.	HH. Bril, De Groot, Deswaene, Vandermeulen.
P.R.L. HH. Klein, Neven.	HH. Bertouille, Dubois, Hazette.
P.S.C. HH. Antoine, Charlier (Ph.).	H. Beaufays, Mevr. Corbisier-Hagon, H. Hiance.
V.U. HH. Vangansbeke, Van Grembergen.	HH. Caudron, Coveliers, Lauwers.
Ecolo/ Agalev H. Geysels.	H. Daras, Mevr. Vogels.

Zie :

- 1112 - 89 / 90 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Peeters.
- N° 2 : Amendementen.

## I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR

*L'auteur* précise qu'en vertu de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, le revenu garanti n'est octroyé qu'à la demande de l'intéressé.

Etant donné que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976, la pension de retraite et de survie dont bénéficient les travailleurs salariés ne peut être inférieure au revenu garanti aux personnes âgées, l'administration doit procéder d'office à une enquête en vue de déterminer le droit au revenu garanti des bénéficiaires de pensions dont le montant est inférieur à ce revenu garanti.

La procédure normale demeure applicable pour les personnes qui ont été mises à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 : elles ne pourront obtenir un revenu garanti qu'après en avoir fait la demande.

Une grande partie de ces pensionnés restent donc privés du minimum garanti parce qu'ils ne connaissent pas bien leurs droits.

Il s'agit en l'occurrence de pensionnés âgés qui vivent souvent dans des homes et ne peuvent plus se rendre facilement à la maison communale pour y introduire une demande.

Il se recommande de procéder également à une enquête d'office pour ces pensionnés s'il s'avère que le montant de leur pension est inférieur au minimum garanti.

La proposition de loi à l'examen vise en outre à lutter contre la pauvreté.

L'auteur souligne enfin que sa proposition de loi revêt un caractère urgent, eu égard au grand âge des pensionnés auxquels elle s'applique (l'âge minimum est de 70 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes).

## II. — DISCUSSION

*Un membre* déclare qu'il se rallie sans réserve à la proposition de loi et qu'il partage les préoccupations formulées par l'auteur.

Il demande combien de pensionnés devront faire l'objet de l'enquête d'office afin de déterminer leur droit au revenu garanti.

Il demande également si l'Office national des pensions pourra faire face à cette tâche supplémentaire.

*Le Secrétaire d'Etat aux Pensions* estime que les prémisses sur lesquelles repose la proposition de loi sont correctes.

Afin de classer les choses, il donne tout d'abord quelques explications sur la procédure actuelle :

Pour le calcul du revenu garanti, il faut tenir compte de deux éléments :

## I. — INLEIDING VAN DE AUTEUR

*De indiener* legt uit dat krachtens artikel 11, § 1, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, het gewaarborgd inkomen enkel wordt toegekend op aanvraag van de betrokkene.

Aangezien het rust- en overlevingspensioen in de regeling voor werknemers vanaf 1 januari 1976 niet lager mag zijn dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, moet de administratie voor de gepensioneerden wier pensioenbedrag lager is een ambtshalve onderzoek naar hun recht op gewaarborgd inkomen instellen.

Voor de personen die voor 1 januari 1976 gepensioneerd werden blijft de normale procedure van toepassing : zij kunnen pas een gewaarborgd inkomen ontvangen na het indienen van een aanvraag.

Een groot gedeelte van die categorie gepensioneerden blijft aldus verstoken van het recht op gewaarborgd inkomen ingevolge een onvoldoende kennis van haar rechten.

Het gaat hier bovendien om oudere gepensioneerden die vaak in bejaardeninstellingen verblijven en zich niet meer gemakkelijk naar het gemeentehuis kunnen begeven om een aanvraag in te dienen.

Het verdient aanbeveling om ook voor die gepensioneerden een ambtshalve onderzoek uit te voeren indien blijkt dat hun pensioenbedrag de grens van het gewaarborgd inkomen niet bereikt.

Dit wetsvoorstel is bovendien één van de middelen ter bestrijding van de armoede.

De auteur wijst tenslotte op de hoogdringendheid van onderhavig wetsvoorstel, gelet op de hoge leeftijd van de gepensioneerden waarop het betrekking heeft (minimum 70 jaar voor de vrouwen en 75 jaar voor de mannen).

## II. — BESPREKING

*Een lid* kan volledig instemmen met het wetsvoorstel en met de door de auteur geformuleerde bekommernissen.

Hij wenst te vernemen hoeveel gepensioneerden voor dit ambtshalve onderzoek van het recht op gewaarborgd inkomen in aanmerking komen.

Spreker vraagt zich ook af of de Rijksdienst voor Pensioenen deze bijkomende opdracht zal aankunnen.

*De Staatssecretaris voor Pensioenen* is van oordeel dat de uitgangspunten van het wetsvoorstel correct zijn.

Ter verduidelijking wenst zij in de eerste plaats enige toelichting te verstrekken bij de huidige procedure :

Bij de berekening van het gewaarborgd inkomen moet met twee elementen rekening worden gehouden :

1<sup>o</sup> les pensions, qui sont prises en considération à concurrence de 90 %;

2<sup>o</sup> les ressources (autres que les pensions), qui sont exemptées dans leur totalité à concurrence de 10 000 à 12 500 francs (selon qu'il s'agit d'un isolé ou d'un chef de ménage).

Il convient d'observer par ailleurs que les ressources et/ou les pensions des deux conjoints sont cumulées, et ce, qu'il s'agisse de l'octroi d'un revenu garanti sur la base du taux « isolé » ou sur la base du taux « ménage ».

2. L'enquête d'office sur le droit au revenu garanti qui est prévue par la législation en vigueur est le plus souvent effectuée à l'occasion d'une demande de pension dans le régime des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants.

Le cas échéant, lorsqu'il est constaté, sur la base des pièces officielles constitutives du dossier de pension, qu'il ne pourra être octroyé qu'une pension minimale et que le conjoint ne bénéficie pas de revenus professionnels ou de remplacement, l'intéressé est invité par écrit, pendant l'instruction de son dossier de pension, à indiquer si ses ressources sont « supérieures » ou « inférieures » à un montant donné.

Ce n'est que si l'intéressé répond que ses ressources sont « inférieures » à un montant donné qu'il est procédé à une enquête sur celles-ci.

Pour le contrôle de la déclaration des ressources, il est généralement fait appel, dans la pratique, aux services du contrôleur des contributions.

*Le Secrétaire d'Etat* précise ensuite que pour mettre en oeuvre la proposition de loi à l'examen, la procédure à suivre serait quelque peu différente, du moins en ce qui concerne les premières phases.

On pourrait notamment procéder en sélectionnant, dans une première phase, les bénéficiaires potentiels d'un revenu garanti sur la base des pensions versées (dans tous les régimes de pensions). Cela pourrait se faire en utilisant un programme informatique.

Dans une deuxième phase, l'Office national des pensions pourrait inviter par écrit ces personnes à faire savoir si elles disposent de ressources « supérieures » ou « inférieures » à un montant donné.

Le cas échéant, il pourrait ensuite être procédé à l'enquête habituelle.

Dans l'état actuel des choses, on ignore combien de personnes répondront et pour combien d'entre elles il faudra finalement effectuer une enquête.

Le nombre de bénéficiaires de pensions (femmes nées avant 1916 et hommes nés avant 1911) sur lequel porterait la première phase de la procédure s'élève à quelque 510 000.

Parmi ces personnes 45 000 femmes (15 %) et 11 000 hommes (10 %) bénéficient d'ores et déjà d'un revenu garanti aux personnes âgées.

1<sup>o</sup> met de de pensioenen die in rekening gebracht worden tot beloop van 90 %;

2<sup>o</sup> met de bestaansmiddelen (andere dan pensioenen): die worden in hun totaliteit tot beloop van 10 000 frank of 12 500 frank (naargelang het om een alleenstaande of een gezinshoofd gaat) vrijgesteld.

Er moet daarnaast worden opgemerkt dat de bestaansmiddelen en/of pensioenen van de beide echtgenoten worden samengeteld, en dit ongeacht het feit of het om de toekenning van een gewaarborgd inkomen op basis van het alleenstaande bedrag of het gezinsbedrag gaat.

2. Het ambtshalve onderzoek naar het recht op GI, krachtens de vigerende wetgeving, geschiedt meestal naar aanleiding van een pensioenaanvraag in de regeling voor werknemers of zelfstandigen.

In voorkomend geval wordt de belanghebbende nog tijdens de instructie van zijn pensioendossier, en dit wanneer op basis van de officiële pensioendossierstukken wordt vastgesteld dat er slechts een miniem pensioen zal kunnen worden toegekend en de echtgeno(o)t(e) geen beroeps- of vervangingsinkomen heeft, aangeschreven ten einde te laten weten of zijn bestaansmiddelen « hoger dan » of « lager dan » een bepaald bedrag zijn.

Alleen indien belanghebbende « lager dan » antwoordt, wordt een onderzoek ten gronde naar zijn bestaansmiddelen ingesteld.

Voor de controle van de aangifte van de bestaansmiddelen wordt in de praktijk meestal een beroep gedaan op de diensten van de Controleur van Belastingen.

*De Staatssecretaris* preciseert vervolgens dat bij de uitvoering van onderhavig wetsvoorstel de te volgen procedure enigszins zou verschillen, althans wat de eerste fasen betreft.

Een van de mogelijke werkwijzen kan erin bestaan in een eerste fase de potentiële gerechtigden op een gewaarborgd inkomen te selecteren op basis van de betaalde pensioenen (in alle pensioenregelingen). Dit kan gebeuren via een computerprogramma.

In een tweede fase kunnen deze personen worden aangeschreven door de Rijksdienst voor Pensioenen en verzocht om te laten weten of zij over bestaansmiddelen beschikken die « hoger dan » of « lager dan » een bepaald bedrag zijn.

Vervolgens kan in voorkomend geval het gebruikelijk onderzoek ten gronde worden gestart.

Het is tot op heden een onbekend gegeven hoeveel van de aangeschreven personen zullen antwoorden en in hoeveel gevallen er tenslotte een onderzoek ten gronde zal moeten worden ingesteld.

Het aantal pensioengerechtigden (vrouwen geboren voor 1916 en mannen geboren voor 1911), waarop de fase van het onderzoek betrekking zou hebben, belooft ongeveer 510 000.

Van dit aantal genieten reeds 45 000 vrouwen (15 %) en 11 000 mannen (10 %) een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Au total, 43 % des pensions allouées aux bénéficiaires féminins et 35 % des pensions allouées aux bénéficiaires masculins n'atteignent pas le montant du revenu garanti.

Le nombre de dossiers à examiner dans la phase suivante est donc relativement élevé :

- Femmes :  $400\ 000 \times (43-15) \% = 112\ 000$
- Hommes :  $110\ 000 \times (35-10) \% = 27\ 500$

Ces chiffres doivent encore être diminués du nombre de personnes dont la pension a pris cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

On peut affirmer que cette phase de la procédure concernera quelque 100 000 pensionnés. Cela exigera naturellement des efforts supplémentaires de la part de l'administration.

L'incidence budgétaire peut être estimée à environ 300 millions de francs ( $\pm 15\ 000$  cas).

Le Secrétaire d'Etat fait ensuite observer que le texte de la proposition de loi soulève quelques problèmes. Ainsi, il ne fixe pas de date d'entrée en vigueur. Cette date est nécessaire pour éviter que la demande de revenu garanti ne doive être examinée avec effet rétroactif.

Le Secrétaire d'Etat propose également de modifier le texte de telle sorte qu'il ne doive pas être procédé à l'enquête d'office s'il apparaît que l'intéressé bénéficie des avantages qui sont prévus à l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti et qui empêchent l'octroi du revenu garanti.

*M. Peeters et consorts* présentent un amendement (n° 1) tenant compte de cette observation.

Les mêmes auteurs présentent ensuite l'amendement n° 2 tendant à insérer un article 2 (nouveau), qui précise que la date d'entrée en vigueur sera fixée par le Roi.

Un membre s'étonne du grand nombre de pensionnés qui feront l'objet d'une enquête d'office.

Il constate que le nombre de bénéficiaires du revenu garanti augmente chaque année. A ce nombre viendront désormais s'ajouter les personnes admises à la pension avant 1976 qui n'avaient pas encore introduit de demande.

Cela ne risque-t-il pas de poser des problèmes sur le plan budgétaire ?

Un membre constate qu'il ressort de la discussion que tout le monde est d'accord sur le fond, mais il tient néanmoins à poser encore quelques questions :

1° L'enquête proprement dite concernera quelque 100 000 bénéficiaires d'une pension. L'amendement n° 1 de M. Peeters tend à habiliter le Roi à fixer les modalités d'exécution.

Y a-t-il déjà eu des contacts entre le Secrétaire d'Etat et l'administration afin de déterminer la manière de procéder à cette enquête d'office ?

2° A combien peut-on évaluer le coût de ces enquêtes ?

In het totaal bereikt 43 % van de pensioenen van de vrouwelijke gerechtigden en 35 % van de pensioenen van de mannelijke gerechtigden niet het bedrag van het gewaarborgd inkomen.

Het aantal te onderzoeken dossiers in de volgende fase is dus vrij hoog :

- Vrouwen :  $400\ 000 \times (43-15) \% = 112\ 000$
- Mannen :  $110\ 000 \times (35-10) \% = 27\ 500$

Deze cijfers moeten nog worden verminderd met het aantal gevallen, waarvan het pensioen vanaf 1 januari 1976 is ingegaan.

Er kan worden gesteld dat het onderzoek in deze fase betrekking zal hebben op ongeveer 100 000 pensioengerechtigden. Dit vergt natuurlijk bijkomende inspanningen vanwege de administratie.

De budgettaire weerslag kan ongeveer op 300 miljoen frank worden geraamd ( $\pm 15\ 000$  gevallen).

De Staatssecretaris merkt vervolgens op dat de tekst van het wetsvoorstel enkele problemen oproept. Zo wordt er in de tekst geen datum van inwerkingtreding voorgesteld. Zulks is noodzakelijk om te vermijden dat het gewaarborgd inkomen met terugwerkende kracht zou moeten worden onderzocht.

De Staatssecretaris stelt tevens voor de tekst te wijzigen in die zin dat een ambtshalve onderzoek niet moet worden ingesteld indien blijkt dat betrokkene van de voordelen geniet voorzien bij artikel 10 van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen en die de toekenning van het gewaarborgd inkomen verhinderen.

Ten einde aan die opmerking tegemoet te komen dient de heer Peeters c.s. een amendement n° 1 in.

Bovendien dient de heer Peeters c.s. een amendement n° 2 in dat ertoe strekt een (nieuw) artikel 2 in te voegen, waarin wordt gepreciseerd dat de datum van inwerkingtreding door de Koning zal worden vastgesteld.

Een lid is verrast door het hoog aantal gepensioneerden waarvoor een ambtshalve onderzoek zal moeten worden ingesteld.

Hij stelt vast dat het aantal gerechtigden op een gewaarborgd inkomen jaarlijks toeneemt. Dit aantal zal nu verhoogd worden met de gepensioneerden van voor 1976 die tot op heden geen aanvraag hadden ingediend.

Zal dit geen budgettaire problemen opleveren ?

Volgens een lid is uit de bespreking gebleken dat iedereen akkoord gaat over de grond van de zaak maar hij wenst toch nog enkele vragen te stellen :

1° Het eigenlijke onderzoek zal betrekking hebben op ongeveer 100 000 pensioengerechtigden. Volgens amendement n° 1 van de heer Peeters zal de Koning de uitvoeringsmodaliteiten kunnen bepalen.

Zijn er al contacten geweest tussen de Staatssecretaris en de administratie over de wijze waarop dit ambtshalve onderzoek kan worden uitgevoerd ?

2° Op hoeveel kan de kostprijs van deze onderzoeken worden geraamd ?

3<sup>o</sup> En ce qui concerne la circulaire envisagée, il y a lieu d'agir avec une certaine circonspection afin de ne pas provoquer de panique chez les personnes âgées concernées.

*Un membre* rappelle que, dans un premier temps, l'enquête portera sur environ 500 000 dossiers, dont un grand nombre concernera probablement des femmes mariées qui bénéficient d'une pension d'isolé mais ne peuvent prétendre au revenu garanti du fait que leur époux bénéficie lui aussi d'une pension d'isolé.

L'intervenant demande s'il ne serait pas possible d'exclure déjà d'office cette catégorie.

Il fait également observer que l'administration des Finances doit être associée à l'enquête sur les ressources lors de l'examen de la demande d'octroi du revenu garanti.

L'expérience montre que cette procédure exige beaucoup de temps. Ne faudrait-il pas consulter le département des Finances afin d'éviter de nouveaux retards ?

La durée de cette procédure a-t-elle déjà fait l'objet d'une concertation ?

*Le Secrétaire d'Etat* répond qu'aucun contact n'a encore été pris avec le département des Finances, mais qu'une concertation aura lieu en vue d'examiner la possibilité d'élaborer une procédure plus souple et plus rapide. Cette procédure fait partie des modalités d'exécution à régler ultérieurement.

*Le membre* demande si toutes les demandes de revenu garanti sont actuellement envoyées d'office au ministère des Finances.

*Le Secrétaire d'Etat* répond que si l'intéressé déclare dans sa demande qu'il dispose de biens mobiliers ou immobiliers et s'il joint une copie de son dernier extrait de rôle, l'Office national des pensions peut refuser le droit au revenu garanti sur la base de ces données. Les demandes ne sont donc pas envoyées systématiquement aux Finances.

A la question de savoir si cette procédure sera maintenue, le Secrétaire d'Etat répond par l'affirmative.

Le Secrétaire d'Etat est conscient du fait que ces personnes très âgées sont assez rapidement désemparées lorsqu'elles reçoivent une lettre de l'administration. Il recherchera une solution adéquate en collaboration avec l'administration.

Compte tenu des amendements présentés, le Secrétaire d'Etat n'a plus de remarques à formuler.

La date d'entrée en vigueur sera fixée par le Roi, ce qui permettra de mettre au point la réglementation la plus pratique avec l'administration.

Le Secrétaire d'Etat précise qu'une exécution immédiate serait d'ailleurs quasiment impossible, étant donné que l'Office national des pensions est actuellement mobilisé par l'examen des nouvelles demandes

3<sup>o</sup> Wat betreft de in uitzicht gestelde circulaire is enige voorzichtigheid vereist om geen paniecreactie teweeg te brengen bij de betrokken bejaarden.

*Een lid* herinnert eraan dat in de eerste fase het onderzoek betrekking zal hebben op ongeveer 500 000 dossiers. Hieronder bevinden zich wellicht veel dossiers van gehuwde vrouwen die een pensioen als alleenstaande genieten maar die niet gerechtigd kunnen zijn op het gewaarborgd inkomen omdat hun echtgenoot eveneens een pensioen als alleenstaande geniet.

Hij vraagt of er geen mogelijkheid bestaat om die categorie reeds ambtshalve uit te sluiten.

Spreker merkt ook op dat bij de afhandeling van een aanvraag tot gewaarborgd inkomen de administratie van Financiën moet worden betrokken bij het onderzoek naar de bestaansmiddelen.

De ervaring wijst uit dat zulks veel tijd in beslag neemt. Moet het Departement van Financiën niet worden geraadpleegd om bijkomende vertraging te voorkomen ?

Werd er in het verleden reeds overleg gepleegd over deze lange behandelingsduur ?

*De Staatssecretaris* antwoordt dat er met Financiën tot dusver nog geen contact werd opgenomen. Dit zal nu wel gebeuren om na te gaan of er geen soepele en snelle procedure kan worden uitgewerkt. Dit maakt deel uit van de later te bepalen uitvoeringsmodaliteiten.

*Het lid* vraagt of op dit ogenblik al de aanvragen om een gewaarborgd inkomen ambtshalve naar het Ministerie van Financiën worden overgezonden.

*De Staatssecretaris* antwoordt dat, indien de betrokkene in zijn aanvraag verklaart over roerende of onroerende goederen te beschikken en hierbij eventueel een afschrift voegt van zijn meest recente belastingaanslag, de Rijksdienst voor Pensioenen het recht op gewaarborgd inkomen op basis van deze gegevens kan weigeren. De aanvragen worden dus niet systematisch naar Financiën gestuurd.

Op de vraag of deze werkwijze zal worden behouden, antwoordt de Staatssecretaris bevestigend.

De Staatssecretaris is er zich van bewust dat deze categorie hoogbejaarden vrij snel in paniek raakt wanneer zij een brief van de administratie ontvangen. Samen met de administratie zal naar een passende oplossing worden gezocht.

Rekening houdend met de ingediende amendementen heeft de Staatssecretaris geen verdere opmerkingen.

Het bepalen van de datum van inwerkingtreding wordt aan de Koning overgelaten wat de mogelijkheid biedt om samen met de administratie de meest praktische regeling uit te werken.

De onmiddellijke uitvoering zou volgens de Staatssecretaris immers bijna onmogelijk zijn omdat de Rijksdienst voor Pensioenen momenteel bezig is met de uitvoering van de nieuwe aanvragen ingediend ingevol-

introduites en vertu de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés.

Le Conseil des ministres a d'ailleurs décidé, fin janvier 1991, que du personnel supplémentaire pouvait être engagé pour permettre un traitement rapide de ces dossiers. De nombreux ayants-droit à la retraite ont en effet attendu le 1<sup>er</sup> janvier 1991 pour introduire leur demande.

\*  
\* \*

L'amendement n° 1 de M. Peeters et consorts est adopté à l'unanimité et devient l'article 1<sup>er</sup> de la proposition de loi.

L'amendement n° 2 de M. Peeters et consorts est adopté à l'unanimité et devient l'article 2 de la proposition de loi.

La proposition de loi ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*

M. DE MEYER

*Le Président,*

M. OLIVIER

ge de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers.

De Ministerraad heeft trouwens einde januari 1991 beslist dat bijkomend personeel in dienst mag worden genomen om een vlotte behandeling van deze dossiers mogelijk te maken. Vrij veel pensioengerechtigden hebben immers tot 1 januari 1991 gewacht met het indienen van hun aanvraag.

\*  
\* \*

Amendement n° 1 van de heer Peeters c.s. wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 1 van het wetsvoorstel.

Amendement n° 2 van de heer Peeters c.s. wordt eenparig aangenomen en wordt artikel 2 van het wetsvoorstel.

Het aldus gewijzigde wetsvoorstel wordt eenparig aangenomen.

*De Rapporteur,*

M. DE MEYER

*De Voorzitter,*

M. OLIVIER



**TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION**

---

Article unique

L'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes dont la pension de travailleur salarié ou de travailleur indépendant a pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 et qui n'ont pas encore introduit de demande de revenu garanti font l'objet d'une enquête d'office.

Le Roi règle les modalités d'exécution de cette enquête. »

**TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE**

---

Enig artikel

Artikel 11, § 1 van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de gerechtigden op een pensioen als werknemer of als zelfstandige, dat ingegaan is vóór de datum van 1 januari 1976 en waarvoor nog geen aanvraag tot toekenning van het gewaarborgd inkomen werd ingediend, gebeurt het onderzoek van ambtswege.

De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten. »

---



**TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION**Article 1<sup>er</sup>

Dans l'article 11, § 2, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa :

« Les personnes dont la pension de travailleur salarié ou de travailleur indépendant a pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 font l'objet d'une enquête d'office, à moins qu'il ne s'avère que les avantages prévus à l'article 10 de la présente loi empêchent d'octroyer le revenu garanti. Le Roi peut fixer les modalités d'exécution. » »

## Art. 2

« Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

**TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**Artikel 1

In artikel 11, § 2 van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgend lid ingevoegd :

« Voor de gerechtigden op een pensioen als werknemer of als zelfstandige dat is ingegaan vóór de datum van 1 januari 1976 gebeurt het onderzoek van ambtswege tenzij blijkt dat de voordelen voorzien bij artikel 10 van deze wet, de toekenning van het gewaarborgd inkomen verhinderen. De Koning kan de uitvoeringsmodaliteiten bepalen. » »

## Art. 2

« De Koning stelt de datum van inwerkingtreding vast. »